

« MON SOLFÉ » : UN LIEU DE POUVOIR, UN LIEU DE MÉMOIRE

Émeric Bréhier

08/10/2018

Alors que le dernier Bureau national du Parti socialiste s'est tenu dans les locaux de Solférino le 2 octobre 2018, l'Observatoire de la vie politique de la Fondation Jean-Jaurès a demandé à d'anciens (ou d'actuels) responsables du Parti socialiste de nous faire part de certains de leurs souvenirs ou de leurs liens avec le « 10 rue de Solférino ». Comme une trace de mémoire individuelle racontant une histoire collective. C'est Émeric Bréhier, directeur de l'Observatoire, qui inaugure cette série intitulée « Mon Solfé ».

C'est peu dire que le déménagement tout prochain du siège du Parti socialiste a fait couler beaucoup d'encre et quelques larmes. Si quelques-unes furent de crocodiles, nombreuses furent à l'inverse sincères. Celles de nombreux militantes et militants, qu'ils aient été ou soient encore permanents.

Car à l'évidence, avec la vente du siège, c'est bel et bien une page de l'histoire de ce parti plus que centenaire qui se tourne. D'une certaine manière, après le désastre électoral de l'année 2017 qui ramenait le Parti socialiste à son score de 1969, on assiste symboliquement, avec le départ de Solférino, à la fin du cycle d'Épinay. Les responsables socialistes sont nombreux à avoir fourbi leurs premières armes dans ces locaux du 10 rue de Solférino. Et ils étaient nombreux, lors du Conseil national qui en officialisa la vente, à se remémorer moult anecdotes. Tout un symbole que la vente de ce lieu. Ce ne sont pas, comme le signifiait avec sa fougue habituelle Louis Mexandeau, « que des murs ».

Pourtant, résumer l'histoire du Parti socialiste, même celui d'Épinay, à ces locaux serait faire injure à la longue histoire des sièges du Parti socialiste. Car on l'oublie trop vite mais l'histoire du « Solférino socialiste » est finalement assez récente. Ce n'est qu'en 1980, en effet, que le Parti socialiste (alors en pleine phase ascendante) y posa ses dossiers. Le déménagement est d'ailleurs annoncé dans le n°50 du *Poing et la Rose* « spécial responsables ». Le 18 septembre 1980, Paul Quilès dans son éditorial dit clairement les choses : il s'agit pour le parti de François Mitterrand de disposer d'un « nouveau siège à la mesure de notre ambition ». L'aspect fonctionnel y est

clairement revendiqué, avec ces mots : « la Cité Malesherbes à laquelle tant de souvenirs historiques sont attachés (...) » était devenue trop exiguë (elle est aujourd'hui le siège de la Fondation Jean-Jaurès), même avec les autres locaux, pour rassembler l'ensemble des activités du Parti (c'est aujourd'hui l'inverse : le paquebot amiral était semble-t-il devenu trop lourd à gérer pour un parti devant se reconstruire).

On doit noter que ce déménagement rue de Solférino ne s'est accompagné d'aucune action militante, à la différence de l'achat quelques années plus tôt du siège du Palais-Bourbon qui avait donné lieu au lancement d'une souscription « pour acheter la maison des socialistes ». C'est donc à peine cinq ans après avoir acheté cette « maison des socialistes » que le Parti socialiste prend ses quartiers avant d'en devenir le propriétaire quelque six années plus tard.

Le « traumatisme » des socialistes à l'annonce de la vente de « leur » siège semble participer d'ailleurs à cette tentation trop fréquemment présente de faire débiter leur histoire à la rénovation incarnée par ce fameux congrès d'Épinay. Comme si rien n'avait existé auparavant. Rupture qui pouvait se comprendre aisément tant les hommes et les femmes porteurs de cette espérance, alors, avaient eux-mêmes bien souvent fourbi leurs premières armes en marge, voire contre et farouchement contre, la vieille endormie qu'était la SFIO. À cet égard, la « vente » de Solférino n'est pas sans rappeler cette volonté de rupture symbolique. Incarnation de cette lente conquête du pouvoir par les socialistes, Solférino, en cessant d'être le siège du Parti socialiste, incarne à lui seul cette perte du « pouvoir » par le Parti socialiste à l'issue des élections générales du printemps 2017. Pour lui, ce ne fut pas une révolution de velours mais bien un cataclysme électoral dont les fondements l'éloignent sans doute d'autres revers historiques comme celui de 1993.

Lieu de pouvoir, Solférino disparaît avec l'éloignement peut-être pour nombre d'années du Parti socialiste des lieux de pouvoirs d'État. Reste alors un lieu, virtuel, de mémoire. Mais chacun le sait, la mémoire peut également être un enjeu de pouvoir.